

## **Chers amis producteurs et productrices de lait, chers sympathisants,**

je souhaiterais ici porter, une fois n'est pas coutume, mon regard au-delà du périmètre de la politique laitière européenne et placer l'engagement politique de l'EMB dans un contexte plus vaste. A la fin de l'année dernière, j'ai entrepris, à l'invitation de quelques ONGs, un voyage au Burkina Faso, où j'ai eu l'opportunité d'en apprendre davantage sur les conditions de vie des producteurs de lait dans ce fascinant mais malheureusement très pauvre pays d'Afrique de l'Ouest. J'en ai retenu la conviction qu'en dépit des différences de niveau de vie en Afrique de l'Ouest et en Europe, les difficultés des producteurs de lait sont tout à fait similaires : Sur les deux continents, les producteurs perçoivent une rémunération qui n'est pas à la hauteur de leur travail.

Korotoumou Gariko, une productrice de lait extrêmement intelligente et engagée politiquement, m'a décrit de façon concrète cette situation précaire. J'ai rencontré pour la première fois Korotoumou au Burkina Faso et ai eu la possibilité de l'accueillir, le mois dernier, dans mon exploitation en Belgique dans le cadre de ce programme d'échange. Selon elle, ce sont surtout les importations à bas prix de lait en poudre en provenance des pays occidentaux industrialisés qui sont à blâmer de la situation dans son pays d'origine, où les petites exploitations agricoles de cinquante-cinq bêtes comme la sienne se retrouvent en mauvaise posture et les structures villageoises locales disparaissent. Cela démontre clairement que l'idéologie de la croissance prônée par l'industrie laitière européenne néglige, non seulement, les besoins des exploitations agricoles en Europe mais a aussi des répercussions graves sur d'autres continents. Voilà le revers de la médaille du commerce mondialement libéralisé des produits laitiers qui nous est présenté, par certains de nos élus et les représentants de l'industrie laitière, encore et encore comme le concept salvateur, le concept d'avenir.

J'en ai profité pour interroger Korotoumou sur ce qu'elle pensait, compte tenu de la famine qui sévit en Afrique, de la grande grève du lait de 2009 en Europe lors de laquelle du lait avait été déversé dans les champs. Elle s'est contentée de me dire qu'elle agissait toujours de cette façon lorsqu'elle ne pouvait pas vendre son lait en raison des prix trop bas. Impossible de ne pas se prendre la tête en pensant combien la situation frise le délire lorsque même les agriculteurs en Afrique, où le lait est encore plus précieux qu'en Europe en raison d'une production laitière bien inférieure, en sont réduits à recourir à des moyens aussi désespérés. Et lorsque des agriculteurs et des personnes vivant dans des contextes culturels aussi différents que l'Afrique et l'Europe tirent les mêmes conclusions, à savoir que la situation n'est pas tenable, il faut vraiment que quelque chose de fondamental soit détraqué.

Dans le cadre du travail politique de l'EMB, ces éclairages devraient, plus que jamais, nous motiver car ils nous rappellent que nous ne sommes pas seuls avec nos revendications en Europe et que nous pouvons devenir les portes-paroles des revendications des producteurs de lait d'autres continents. Aujourd'hui, un rapport publié au mois de mars par le rapporteur spécial des Nations Unies pour le droit à l'alimentation, Olivier de Schutter, appuie nos revendications. Ce texte souligne qu'il

importera pour les pays riches de se distancer d'une politique agricole tournée vers l'exportation et d'ouvrir un espace pour l'agriculture locale et paysanne dans les pays en voie de développement. Un article dans la présente édition du bulletin d'information de l'EMB résume les points saillants de ce rapport.

*Erwin Schöpges (membre du conseil exécutif de l'EMB)*

## **Carnet de voyage : A la découverte de l'Europe ! Des éleveurs laitiers allemands rendent visite à leurs collègues italiens et suisses**

Stefan Lehmann, membre du comité directeur de la fédération allemande affiliée à l'EMB, le BDM, ne put contenir sa joie lorsqu'il s'aperçut qu'au total, 102 producteurs et productrices de lait s'étaient inscrits afin de participer au voyage dans le nord de l'Italie organisé par le BDM pour ses membres. Au pied levé, Stefan se fit un plaisir de réserver un deuxième bus et des chambres dans un hôtel supplémentaire. Le vendredi 7 mars, à 1h30 du matin, les participants de la cellule d'Allemagne méridionale, quittèrent Hamersbach en direction de la Suisse.

Une fois franchi le tunnel du Gotthard, le jour se leva et un soleil resplendissant se mit à briller sur les sommets enneigés des Alpes. Aux environs de 10h, nos voyageurs atteignirent déjà leur première étape : la ferme de la famille Costa à Offlaga, une municipalité située à environ 40 km au sud du lac de Garde, dans la province de Brescia en Lombardie. La famille Costa exploite une ferme « en carré » qui abrite 160 vaches laitières, 250 truies d'élevage et 26 000 volailles et dont l'histoire remonte au 15<sup>e</sup> siècle. Aux dires de la famille Costa, les bénéfices dépendent cependant actuellement exclusivement des volailles.

Après avoir visité l'exploitation et cassé la croûte, les participants prirent leurs quartiers à l'hôtel situé à Desenzano del Garda, qui, avec ses 27 000 habitants, est la plus grande ville sur la rive du lac de Garde. Clés en poche, les participants se rendirent ensuite à Fenilazzo pour voir l'exploitation de Roberto Cavaliere, membre du conseil exécutif de l'EMB. En compagnie de ses deux frères, Roberto exploite une ferme comptant environ 120 vaches laitières, sa propre fromagerie et son propre vignoble. En outre, Roberto fabrique à la ferme une glace artisanale disponible dans plus de 100 parfums. Les participants profitèrent de la grande hospitalité de Roberto : La visite mémorable de la ferme fut suivie d'une invitation à déguster des pizzas italiennes traditionnelles. Les éleveurs laitiers allemands eurent le choix entre 14 garnitures différentes. C'est dans la convivialité et tard dans la nuit que se termina cette première journée bien remplie.

Le samedi, la fine équipe poursuivit résolument son périple vers Venise, où elle explora la célèbre cité historique lors d'une visite guidée approfondie. Sous un soleil radieux, la ville dévoila ses plus beaux recoins aux alentours de la fameuse place Saint-Marc. Le soir, les éleveurs laitiers allemands furent, une nouvelle fois, invités chez Roberto Cavaliere. Au son d'un orchestre italien, le groupe passa, à nouveau, de beaux moments de convivialité à partager de délicieuses grillades.

Le temps fut venu le dimanche de prendre congé de cette splendide région en bordure du lac de Garde, où les fleurs de printemps avaient déjà éclo. La fine équipe fit ensuite étape en Suisse. Le long du lac des Quatre-Cantons et près de Lucerne, plus précisément sur la commune de Fislisbach dans le district de Baden du canton d'Argovie, se trouve, en effet, la ferme de Toni Peterhans.

Ce que les éleveurs et éleveuses purent y découvrir n'est pas près de s'effacer de leur mémoire. Avec une incroyable moyenne au niveau de l'étable de 12 600 kg de lait pour 40 vaches, Toni Peterhans affiche, au travers de son activité professionnelle à plein temps d'éleveur bovin, non seulement le volume de lait le plus élevé mais bat simultanément le record helvétique de la plus grande longévité pour un élevage. Les collègues allemands remarquèrent que toutes les vaches

étaient confinées, ce qui demeure aussi une pratique courante chez de nombreux agriculteurs de la Forêt Noire. En outre, les visiteurs furent impressionnés par la propreté des bêtes, de l'étable et de toute l'exploitation qui compte aussi une grande flotte de véhicules bien utile à Toni Peterhans qui est également, sur le côté, entrepreneur de travaux agricoles.

A l'issue de ces trois superbes journées, Stefan Lehmann, le « chef » de l'équipe du district, remercia tous les participants du vif intérêt manifesté et de la belle discipline montrée par tous. Ces deux attitudes sont, en effet, essentielles au sein d'un grand groupe de voyageurs. Il adressa des remerciements particuliers à Markus Hafner, un collègue et néanmoins ami du Tyrol du Sud, pour l'excellence de son organisation locale et ses talents de traducteur qui contribuèrent aussi au succès de ces trois journées.

A l'unanimité, les participants soulignèrent combien il était important d'avoir des échanges communs et des rencontres avec d'autres producteurs et productrices allemands et européens. Les similitudes entre toutes les situations en Europe sautent vite aux yeux. Et en même temps, il en ressort le sentiment de ne pas être seuls à tendre vers l'objectif commun d'un marché du lait pérenne, non seulement pour le bien des familles d'éleveurs laitiers mais aussi pour le bien de toute la population.

Sans même en connaître la destination, de nombreux participants se sont déjà inscrits pour le voyage prévu l'an prochain.

*Equipe locale du BDM, Ortenau (Allemagne)*

## **Rapport des Nations Unies : La nécessité de repenser radicalement et démocratiquement les systèmes alimentaires mondiaux**

*Le communiqué de presse suivant a été publié le 10 mars 2014 à l'occasion de la publication du rapport final du Rapporteur spécial des NU sur le droit à l'alimentation, Olivier De Schutter.*

GENÈVE – Le Rapporteur spécial des Nations Unies sur le droit à l'alimentation, Olivier De Schutter, a lancé un appel aujourd'hui à un remaniement radical et démocratique des systèmes alimentaires mondiaux pour assurer le droit de l'homme à une alimentation suffisante et à l'éradication de la faim. « L'éradication de la faim et de la malnutrition est un objectif réalisable. Il ne suffira cependant pas d'affiner la logique de nos systèmes alimentaires, elle doit au contraire être complètement être inversée, » a insisté M. De Schutter au cours de la présentation de son rapport final au Conseil des droits de l'homme des Nations Unies.

L'expert a prévenu que les systèmes alimentaires actuels ne sont efficaces que du point de vue de l'optimisation des profits de l'agro-industrie. « Il est urgent que l'environnement politique fournisse des visions alternatives et démocratiquement légitimées, que ce soit au niveau local, national ou international », a-t-il déclaré. Des objectifs tels que la fourniture d'une alimentation diversifiée et culturellement acceptable aux communautés, le soutien aux petits exploitants, le maintien des ressources en sols et en eau, et l'amélioration de la sécurité alimentaire dans des zones particulièrement vulnérables ne doivent pas être sacrifiés au profit de la quête unidimensionnelle d'une plus grande production de nourriture. « Le plus grand déficit dans l'économie alimentaire est d'ordre démocratique. Si nous misions sur les connaissances des gens et si leurs besoins et préférences étaient mieux pris en compte dans l'élaboration de politiques alimentaires à tous niveaux, la transition vers des systèmes alimentaires durables s'en trouverait grandement facilitée », a poursuivi M. De Schutter.

### **Systèmes alimentaires locaux**

« La démocratie alimentaire doit être ascendante et partir des villages, des régions, des villes et des

municipalités », a poursuivi l'expert. « La sécurité alimentaire doit se construire autour du renforcement des capacités des petits agriculteurs. Garantir leur accès à des ressources productives est essentiel à cet égard », a-t-il encore ajouté, en lançant un appel à des investissements prioritaires dans des formes d'agriculture agroécologique qui contribuent à la réduction de la pauvreté. « M. De Schutter a incité les villes à prendre en charge la sécurité alimentaire. « D'ici 2050, plus de six milliards de personnes – c'est-à-dire plus de deux personnes sur trois – vivront en ville. Il est essentiel que ces villes identifient les difficultés logistiques et les points de tension de leurs chaînes d'approvisionnement alimentaire et qu'elles développent un ensemble de canaux d'approvisionnement en denrées alimentaires, conformes aux souhaits, aux besoins et aux idées de leurs habitants. » « De nouvelles innovations sociales aux quatre coins du monde prouvent qu'il est possible de rétablir le lien entre les consommateurs urbains et les producteurs alimentaires locaux, tout en diminuant la pauvreté rurale et l'insécurité alimentaire » a-t-il déclaré. « Il faut soutenir ces innovations. »

### **Stratégies nationales**

L'expert a toutefois prévenu que ces initiatives locales ne pourront porter leurs fruits que si elles sont soutenues et complétées au niveau national. « Les gouvernements ont un rôle important à jouer pour que les politiques soient cohérentes avec le droit à l'alimentation et pour que les actions soient organisées de manière efficace, mais il n'y a pas de panacée » a-t-il dit. Et M. De Schutter remarque que « dans certains cas, la priorité sera de promouvoir les circuits courts et les relations directes entre le producteur et le consommateur afin de renforcer la petite agriculture locale et de réduire la dépendance aux importations. Dans d'autres cas, la priorité sera plutôt de renforcer les coopératives afin de leur permettre de vendre à de gros acheteurs dans le cadre de l'agriculture contractuelle. » La démocratisation de la prise de décision est essentielle, a-t-il souligné. « Les stratégies nationales fondées sur le droit à l'alimentation devraient être élaborées conjointement par les partenaires concernés, y compris les groupes les plus touchés par la faim et la malnutrition, et leur mise en oeuvre devrait faire l'objet d'un contrôle indépendant. »

### **Cohérence internationale**

« Si les initiatives locales ne peuvent aboutir sans stratégie au plan national, l'action menée à l'échelle nationale doit, elle aussi, pouvoir se fonder sur un appui international pour porter ses fruits », a ajouté le Rapporteur spécial. M. De Schutter a souligné dans son rapport les efforts prometteurs du Comité de la sécurité alimentaire mondiale (CSA) pour amener les gouvernements, la société civile, les institutions internationales et le secteur privé à relever ensemble les défis posés aux systèmes alimentaires. Il a noté que « le CSA reste le seul à faire entrer la participation et la démocratie dans l'arène de la gouvernance mondiale et à permettre de confronter les unes aux autres différentes visions de la sécurité alimentaire. » « D'autres organes de gouvernance mondiale doivent s'aligner sur le cadre stratégique fourni par le CSA. L'OMC par exemple ne doit pas empêcher les pays en développement d'entreprendre des politiques de sécurité alimentaire ambitieuses et d'investir davantage le soutien aux petites exploitations agricoles », a-t-il dit.

Le Rapporteur spécial a souligné que les tentatives menées par les pays en développement pour améliorer leur sécurité alimentaire ne pourront aboutir que si elles vont de pair avec des réformes conduites dans les pays du Nord. « Les pays riches doivent progressivement rompre avec les politiques agricoles tournées vers l'exportation et permettre au contraire aux petits agriculteurs des pays en développement d'approvisionner les marchés locaux », a déclaré M. De Schutter. « Ils doivent également refréner leurs revendications grandissantes de terres agricoles mondiales en maîtrisant la demande en alimentation animale et en agrocarburants, et en réduisant les gaspillages alimentaires. »

Le rapport final peut être téléchargé de :

[http://www.srfood.org/images/stories/pdf/officialreports/20140310\\_finalreport\\_fr.pdf](http://www.srfood.org/images/stories/pdf/officialreports/20140310_finalreport_fr.pdf)

*Christian Schnier (EMB)*

## **Dernières évolutions du marché du lait en Irlande**

Les producteurs de produits laitiers en Irlande ont, ce printemps, les yeux rivés sur les prix et les quotas laitiers. Actuellement, le prix payé aux producteurs par les transformateurs du lait fluctue de 38 à 39 cents le litre. Les estimations de livraisons de lait soumises par les acheteurs pour la période qui s'étend jusqu'à la fin du mois de février 2014 révèlent un dépassement de 1,26% des quotas lorsque la teneur en matière grasse des livraisons de lait est prise en compte.

La saison du vêlage bat son plein, la plupart des cheptels en Irlande ayant des systèmes de mise bas au printemps. Malheureusement, la pluie a été plus abondante au cours des deux derniers mois, supérieure à la moyenne, au point d'inonder les terres, dans le pire des cas, et de les détremper, dans le meilleur des cas, et d'ainsi retarder la mise en pâturage des vaches dont la période de vêlage est le printemps. Cette mise en pâturage tardive entraîne habituellement des coûts plus élevés d'alimentation du bétail resté à l'intérieur et une moindre production de lait au cours de la lactation. En revanche, le dépassement des quotas laitiers pourrait s'en trouver rabaissé diminuant ainsi les risques de se voir imposer un super-prélèvement.

*Pat McCormack (ICMSA)*

## **De nouveaux chiffres révèlent une sous-couverture des coûts dans la production laitière**

*Le communiqué de presse suivant était publié lors de la mise à jour trimestrielle de l'étude sur le coût de production laitière en Allemagne le 3 mars 2014 :*

*(Bruxelles, le 3 mars 2014)* Comme le montrent les résultats actuels de l'étude sur le coût de la production laitière en Allemagne, réalisée par le bureau allemand d'agriculture et de sociologie agricole BAL, le prix du lait moyen payé aux producteurs en octobre 2013 demeurait, avec 41,92 centimes/kilo, plus de 2 centimes en deçà du coût de production. Pour la même période, ce dernier s'élevait à 44,12 centimes/kilo.

L'étude, lancée par l'European Milk Board (EMB) et le MEG Milch Board, fait également état de manière différenciée des coûts de production dans trois régions. Dans la région Sud (Sarre, Bavière, Bade-Wurtemberg, Rhénanie-Palatinat, Hesse) les coûts s'élevaient à 49,19 ct/kg, dans la région Est (Thuringe, Saxe, Saxe-Anhalt, Brandebourg, Mecklembourg-Poméranie occidentale) à 42,93 ct/kg et dans la région Nord (Rhénanie du Nord-Westphalie, Basse-Saxe, Schleswig-Holstein) à 38,56 ct/kg.

Le Président de l'EMB, Romuald Schaber, souligne l'importance de l'étude. « Les données, actualisées chaque trimestre, nous fournissent des informations fiables sur le coût de production dans les différentes régions. » Selon lui, il est indispensable d'observer en permanence le marché et en particulier le rapport entre les prix payés aux producteurs et les coûts de production. « Mais la mise en place, par la politique, d'une agence de surveillance est tout aussi nécessaire. Cette instance interviendrait sur les volumes produits lorsque le fossé entre le coût et le prix devient trop important », explique Romuald Schaber.

Pour le mois d'octobre 2013, le rapport prix-coût calculé par le MEG Milch Board révèle une couverture des coûts à 95 pourcent, tandis que pour l'année 2013 les coûts n'étaient couverts qu'à 87

pourcent. « Actuellement, la situation est un peu moins tendue », poursuit Schaber. « Mais il ne faut pas oublier que le marché laitier se caractérise par une volatilité importante des prix. » En 2012, le prix moyen du lait en Allemagne s'élevait à près de 33 centimes, deux années auparavant à moins de 26 centimes par kilo. Avec une telle situation de prix il faut réagir par un ajustement des volumes produits, afin de garantir la pérennité de la production laitière partout en Europe.

*Christian Schnier (EMB)*

## **Le lait équitable récompensé en Belgique**

Cette année, le lait chocolaté Fairebel issu de la gamme de produits du lait équitable en Belgique a remporté le convoité prix *Golden Archer* dans la catégorie « produit équitable ». La récompense est décernée annuellement par le Comité royal belge de la Distribution au travers de sa revue spécialisée « Distribution d'aujourd'hui ». Les agriculteurs de la coopérative Faircoop qui distribue le lait équitable sous la marque Fairebel en Belgique peuvent se targuer d'avoir ainsi remporté un succès d'envergure médiatique qui encourage la poursuite du développement du projet. La remise des prix s'est tenue à Bruxelles, le 21 mars 2014.

Par ailleurs, le « lait entier original Fairebel » a décroché, au début du mois de mars lors du salon professionnel belge Horecatel, le troisième prix de l'innovation dans la catégorie « alimentation ». Cette distinction vient, cette année, enrichir le palmarès des excellents produits de qualité fabriqués à partir de lait équitable en Belgique.

*Erwin Schöpges (membre du conseil exécutif de l'EMB et président de Faircoop)*

## **Libéralisation du commerce du fromage – histoire d'un véritable succès?**

« Balance commerciale positive pour le fromage suisse », telle est l'affirmation proférée dans le dernier communiqué de presse de Switzerland Cheese Marketing (SCM) à propos des chiffres de l'année dernière. Il est vrai que les exportations de fromage suisse ont, en 2013, progressé de 1,8 %.

Cependant, il y a un revers à cette médaille : Les importations fromagères ont gagné 2,5 % en 2013 et depuis le début de la libéralisation du commerce du fromage avec l'UE en juillet 2007, ce ne sont pas seulement les exportations de fromage suisse qui ont progressé mais aussi les importations et ce de façon continue. En 2013, comparativement à l'année précédente, les importations ont gagné 1 279 tonnes, soit 2,5 %. Dans l'ensemble, 52 133 tonnes de fromage ont été importées en 2013. L'écart avec les volumes exportés s'amenuise d'année en année. A ce rythme, les importations dépasseront, dans quelques années, les exportations, en dépit de l'immigration en Suisse.

L'analyse détaillée du SCM démontre que cette hausse des importations est, en grande partie, liée aux denrées importées d'Allemagne. Les volumes en provenance de ce pays ont gagné 11,8 %, soit 1 281 tonnes. Le prix moyen de ces importations avoisine 3,8€ le kilo. La progression constante des importations fromagères ne porte ainsi pas sur des fromages de première qualité mais concerne des marchandises « bon-marché » dont le lait est acheté dans les pays producteurs à des prix d'éviction, à savoir en-dessous du prix de revient. Cette pratique est exemplaire des dérives de la libéralisation : La concurrence ne s'exerce pas sur la qualité mais exclusivement sur le prix. La libéralisation du commerce a pour conséquence première une mise sous pression des prix dans notre propre pays.

Les statistiques commerciales du marché fromager attestent également qu'il est possible d'exporter avec succès vers des pays qui n'ont pas signé d'accord de libre échange. Les exportations outre-mer

ont grimpé de 17,5 %. Ce chiffre confirme clairement que les négociants qui proposent des produits d'excellente qualité peuvent également les exporter, même à un prix majoré d'un droit de douane à la frontière. Les consommateurs nantis le digéreront. Une question mérite néanmoins d'être posée : Pourquoi le SCM pare-t-il ses communiqués de presse de titres aussi aguicheurs ? Un tel choix éditorial n'augure certainement pas d'une analyse objective de la situation. Et pourtant, nous aurions bien besoin d'objectivité et de réalisme dans le débat concernant la libéralisation du commerce.

*Werner Locher (Secrétaire du BIG-M)*

## **A l'agenda de l'EMB**

Quelques-uns des grands rendez-vous du conseil exécutif de l'EMB en avril 2014 :

- 02 avril : Conseil exécutif à Bruxelles
- 15 – 16 avril : Assemblée générale à Bruxelles
- 16 avril : Rencontre à Bruxelles avec la Commission européenne au sujet de l'agence européenne de surveillance du marché du lait.

### **Contacts :**

EMB – European Milk Board, Bureau  
Rue du Commerce 124, 1000 Bruxelles, Belgique  
Tél. : 0032 – 2808 – 1935  
Fax : 0049 – 2808 – 8265  
[office@europeanmilkboard.org](mailto:office@europeanmilkboard.org)  
[www.europeanmilkboard.org](http://www.europeanmilkboard.org)